

RESTAURATION DES FACADES INTERIEURES DU PALAIS DE JUSTICE DE REIMS (51)

ANNEXE AU CCAP : REGLEMENT DE CHANTIER

**DCE _ INDICE 0
12 DECEMBRE 2025**

SOMMAIRE

1. GENERALITES	3
1.1 OBJET DU REGLEMENT DE CHANTIER.....	3
1.2 OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS.....	3
1.3 PRESENTATION GENERALE DU PROJET	3
2. REPONSE A L'APPEL D'OFFRES TRAVAUX.....	4
2.1 LISTE DES PIECES REMISES PAR L'OPC AU DCE	4
2.2 MEMOIRE TECHNIQUE DE L'ENTREPRISE.....	4
3. PREPARATION DE CHANTIER ET ETUDES	5
3.1 DEFINITIONS	5
3.2 REUNION DE DEMARRAGE – REUNION « ZERO »	5
3.3 DUREE	5
3.4 REFERENT	6
3.5 REUNIONS DE PREPARATION	6
3.6 CONVOCATIONS ET PRESENCES AUX REUNIONS	7
3.7 ELEMENTS A FOURNIR	7
3.8 DIFFUSION DES DOCUMENTS ET MISE A DISPOSITION.....	7
3.9 PLAN D'INSTALLATIONS DE CHANTIER GENERAL (PIC).....	8
3.10 PLANNING GENERAL TRAVAUX (GANTT) & JALONS.....	9
4. PREPARATION DE JALONS	11
4.1 DEFINITIONS	11
4.2 DEMARCHE COLLABORATIVE – PRESENCE OBLIGATOIRE	11
4.3 OPTIMISATION DU PIC.....	12
5. EXECUTION DES TRAVAUX.....	13
5.1 DUREE.....	13
5.2 DEROULEMENT	13
5.3 CONVOCATIONS ET PRESENCES AUX REUNIONS	13
5.4 DEMANDES DE PRECISIONS	14
5.5 POINT OPERATIONNELS – AVANT REUNION	14
5.6 5S ou O.R.D.R.E – AVANT REUNION	15
5.7 POINT PIC – DURANT REUNION	15
5.8 POINT NETTOYAGE – DURANT REUNION	16
5.9 POINT PLANNING – DURANT REUNION.....	16

5.10	POINT GENERAL – DURANT REUNION	16
6.	PREVENANCE SUR PROBLEMES RECURRENTS	17
6.1	PROPRETE DU CHANTIER	17
6.2	TRAIT DE NIVEAU.....	17
7.	TABLEAU DES PENALITES.....	18

1. GENERALITES

1.1 OBJET DU REGLEMENT DE CHANTIER

Le présent Règlement de Chantier a pour objet de préciser les modalités de la préparation et de l'exécution des travaux de **RESTAURATION DES FACADES INTERIEURES DU PALAIS DE JUSTICE DE REIMS (54)**.

Il définit les modalités pratiques d'utilisation des ouvrages réalisés, de la conduite du chantier ainsi que les prescriptions applicables en matière de respect des consignes sur les chantiers.

1.2 OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS

Chaque entrepreneur accepte le présent Règlement de Chantier et s'engage à le faire respecter par ses salariés, sous-traitants, hommes de l'Art, fournisseurs, chargés d'études, chargés de travaux et tout intervenant sous sa responsabilité.

Le présent Règlement de Chantier devra être joint intégralement aux pièces contractuelles des marchés passés par les entrepreneurs pour la réalisation de leurs travaux.

Un exemplaire du règlement devra pouvoir être consulté dans les différents bureaux de chantiers.

Le présent règlement de chantier est défini comme **une annexe au CCAP**.

1.3 PRESENTATION GENERALE DU PROJET

Le projet consiste en la réalisation **de rénovation de façade d'un bâtiment existant** dont la durée se compose :

- D'une période de préparation de **2 mois**.
- D'une période d'exécution des travaux de **9 mois**.
- D'une période de réception de **1 mois**.

Soit un total de **10 mois avec des chevauchement des différentes périodes**.

Certains lots seront amenés à débiter leur travaux avant la fin de la période de préparation selon le planning prévisionnel des travaux.

Les conditions d'exécutions du présent marché sont rattachées **au CCAG travaux dans sa version validée par arrêté du 30 mars 2021**.

2.REPONSE A L'APPEL D'OFFRES TRAVAUX

2.1 LISTE DES PIECES REMISES PAR L'OPC AU DCE

Dans le cadre de l'organisation de chantier, les documents suivants ont été établis par le pilote OPC en phase conception afin de permettre aux entreprises d'apprécier les conditions de déroulement des études et travaux :

- Proposition du Plan d'Installation de Chantier (PIC) **Indice 0 DCE en date du 12 décembre 2025**
- Planning prévisionnel des travaux **Indice 0 DCE en date du 12 décembre 2025**
- Le présent Règlement de chantier **Indice 0 DCE en date du 12 décembre 2025**

Chaque entrepreneur doit donc en prendre parfaite connaissance pour la remise de son offre.

Ces documents sont complémentaires aux autres pièces établies par le MOA, le MOE, les BET, les CSPS, le BC, etc...

2.2 MEMOIRE TECHNIQUE DE L'ENTREPRISE

A l'issue de la lecture de l'ensemble des pièces du marché, chaque entrepreneur doit fournir avec son offre un mémoire technique qui doit contenir l'ensemble des informations nécessaires au jugement de son offre, et notamment pour la partie afférente à l'organisation de chantier, l'ensemble des informations permettant d'apprécier :

- Les Moyens matériels et humains, précis, prévus pour mener les études liées à la préparation du chantier dans les délais donnés
- Les Moyens matériels et humains, précis, prévus pour exécuter les travaux dans les délais donnés
- Le respect ou l'optimisation des durées d'interventions et temps de tâches prévus
- La compatibilité des périodes prévues de travaux avec les dates de fermetures annuelles de l'entreprise
- La méthodologie d'intervention prévue
- Les besoins nécessaires en installation de chantier
- Etc...liste non exhaustive

De façon générale, l'entreprise devra fournir toutes informations nécessaires pour s'assurer qu'elle est en capacité d'assurer le bon déroulement du chantier et des études, pour le lot de travaux qui lui serait confié.

Le non-respect des engagements du mémoire technique, entraînant des modifications dans les conditions d'exécutions des études et des travaux avec des incidences sur les coûts, la qualité et/ou les délais, entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

3. PREPARATION DE CHANTIER ET ETUDES

3.1 DEFINITIONS

La période de préparation, comme son nom l'indique, a pour objectif de préparer le démarrage des travaux.

Conformément au CCAG travaux, un certain nombre de documents sont donc à produire pendant cette période afin de permettre aux premiers lots, de débuter leurs travaux en respectant les dates du planning, l'enchaînement des tâches et avec leurs études abouties.

Il sera donc nécessaire, en fonction du planning correspondant :

- De mener tout ou partie des études d'exécutions
- De réaliser tout ou partie de la synthèse des plans
- D'obtenir tout ou partie des visas des architectes, MOE, BC sur les plans de synthèse et d'EXE
- D'ajuster et d'optimiser le planning d'exécution des travaux
- D'organiser les installations de chantier
- D'identifier les sujets à risques du projet
- D'identifier des mesures correctives pour sécuriser ou minimiser ces risques.
- Etc...liste non exhaustive.

Une partie des études pourront être prolongées au-delà de la période de préparation, si et seulement si, elles n'impactent pas les études des autres lots.

Dans tous les cas, il convient de se référer au planning prévisionnel de préparation et d'études, joint au présent DCE, qui identifie les études à mener durant la période de préparation et celles autorisées au-delà.

Le non-respect des dates prévues au planning entrainerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

3.2 REUNION DE DEMARRAGE – REUNION « ZERO »

La réunion de démarrage, dite réunion « zéro » a lieu en moyenne **le jour de** début des études.

Au cours de celle-ci, il sera rappelé les objectifs de la période de préparation et d'études et ce qui est attendu de la part de chaque intervenant dans le cadre de sa propre mission.

Le rôle et la limite d'intervention de l'OPC seront également rappelés afin de faciliter les échanges.

Il sera également représenté le planning de préparation et des études, qui cadence :

- Les remises des documents entre les entreprises et le maître d'œuvre, pour permettre à chaque intervenant de mener ses études dans les temps.
- Les échanges entre les entreprises et l'OPC pour permettre l'optimisation de la durée des travaux.
- Les échanges entre les entreprises et l'OPC pour permettre l'élaboration du PIC général.

3.3 DUREE

A l'issue de la réunion « zéro », l'OPC mettra à jour le planning de préparation de chantier et d'études fourni au DCE, avec les nouvelles dates calendaires réelles de l'opération. Ce nouveau planning sera ensuite notifié à chaque entreprise.

Il est établi, pour la présente opération, une durée limitée **de 2 mois** pour la période de préparation, conformément au CCAG travaux art.28.1.

La période de préparation débute en moyenne **le jour d'** après la réunion « zéro » et suivant la notification du planning par ordre de service qui sera transmise par le maître d'œuvre (ou le maître d'ouvrage le cas échéant).

La période de préparation se termine **à réception de l'ordre de service en rapport**, c'est-à-dire après l'obtention d'un nombre suffisant de visas favorables sur les études d'exécution nécessaires pour lancer les travaux.

Si toutes les études n'ont pas pu être menées durant la période de préparation, le nombre de visas favorables nécessaires pour lancer la phase travaux, restera à l'appréciation du Maître d'œuvre, de l'OPC et du maître d'ouvrage.

Des périodes d'études complémentaires sont prévues décalées dans le temps, juste avant le démarrage d'une période de travaux d'un jalon. Il convient de se référer au planning de préparation et d'études fourni au DCE.

Toutes études sur le chemin critique non menées à terme à l'issue de la période de préparation, doivent se poursuivre et donnent lieu à des jours de dépassement de délais.

Le non-respect du planning de préparation de chantier et des études entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

3.4 REFERENT

Si elle ne l'a pas encore fait pour la réunion « zéro », dans les 48h suivant celle-ci, l'entreprise désignera son référent/représentant pour toute la période de préparation et transmettra ses coordonnées par mail à l'OPC.

Il est rappelé que le référent doit être en mesure d'engager la société qu'il représente pendant la durée de préparation, des études mais également durant la phase travaux.

Dès nomination du référent, il devra prendre connaissance de l'ensemble des pièces graphiques et écrites du dossier afin d'être un acteur efficace de la préparation du projet dès la réunion suivante.

Le référent mettra donc à profit la durée entre la réunion « zéro » et la réunion suivante, soit en moyenne **7 jours calendaires**, pour préparer son chantier et ses études, c'est-à-dire en ayant notamment :

- Relu son marché :
- Relu les plans projets,
- Relu son CCTP,
- Vérifié les plannings,
- Vérifié les projets de PIC,
- Relu les pièces administratives,
- Vérifié son propre mémoire technique,
- Préparé ses questions :
- Vérifié ses limites de prestations,
- Etc...liste non exhaustive.

Le référent nommé par l'entrepreneur ne peut ni être absent, ni être remplacé pendant la période de préparation sauf cas de force majeure.

Il devra se conformer aux différentes convocations qui lui seront transmises.

La non-connaissance du dossier par le référent de l'entreprise entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

Le changement de référent pour des raisons injustifiées entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

3.5 REUNIONS DE PREPARATION

Les réunions de préparation ont pour objet de faire un point d'avancement sur le déroulement des études et de permettre à l'équipe encadrante de s'assurer que les intervenants produisent leurs études dans le respect du planning et du cadre de leur marché.

Les réunions de préparation sont hebdomadaires et les entreprises convoquées se réunissent avec l'équipe encadrante de chantier pour faire un point d'avancement sur le déroulement des études.

Les réunions de préparation de chantier ne sont pas des réunions de travail. Elles n'ont pas pour objet de créer des groupes de travail autour d'un sujet. Les points techniques se règlent en réunions techniques qui se gèrent en direct entre les intéressés, en dehors des réunions de préparation. Il est évident et concevable que les entreprises et/ou le maître d'œuvre souhaitent profiter du rassemblement physique pour créer des groupes de travail. Ces réunions de travail ou réunions techniques se dérouleront en dehors de la réunion de préparation animée par l'OPC, en amont ou en aval de la réunion de préparation.

Seuls les sujets présentés à l'ordre du jour seront traités au cours des réunions de préparation.

Les entreprises ou/et le maître d'œuvre peuvent, et doivent, solliciter l'OPC au maximum 48H avant la prochaine réunion, pour ajouter des sujets à l'ordre du jour. L'OPC vérifiera si cette demande est opportune le cas échéant.

3.6 CONVOCATIONS ET PRESENCES AUX REUNIONS

Sur les convocations aux réunions, l'OPC définit l'ordre du jour pour la prochaine réunion sur des points/thèmes précis. Les entrepreneurs doivent donc préparer leurs éléments de réponses avant la réunion.

L'entrepreneur qui viendrait en réunion, sans avoir préparé celle-ci, se verrait appliquer les pénalités prévues à cet effet.

Les convocations seront transmises en moyenne dans les 48h suivant la réunion précédente.

La participation aux réunions de période de préparation est obligatoire pour tous les intervenants en fonction des convocations établies.

Le non-respect des convocations entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

Les entreprises non convoquées en réunion de préparation ne seront pas admises en réunion, ceci dans le but d'optimiser les temps d'échanges sur les sujets, sur le chemin critique des études, prévus à l'ordre du jour établi.

En fonction des convocations aux réunions, les référents d'entreprises désignés seront soit PRESENTS (P), soit ABSENTS (A). Il n'y aura pas d'absence excusée sauf cas de force majeure mais avec un justificatif à l'appui.

3.7 ELEMENTS A FOURNIR

Le planning prévisionnel de la période de préparation et d'études, dresse un premier inventaire des éléments qui seront à remettre par chaque intervenant durant la période de préparation.

Le référent de l'entreprise devra donc, dès le début de sa prise de connaissance du dossier, vérifier la liste prévue, confirmer son exhaustivité et à défaut la compléter afin de faciliter le suivi de l'obtention des visas favorables sur les documents qui seront remis pour son lot.

La liste fournie au DCE n'est pas exhaustive. Les différents intervenants pourront donc demander tous éléments précis complémentaires qui seraient nécessaires pour s'assurer du respect des engagements prévus pour l'opération en termes de coût, de qualité ou de délais.

En l'occurrence, l'OPC pourra demander tout élément afférent à l'organisation du chantier ou au respect du planning tels que : fiche technique d'un matériel, copie de bordereau de commande de matériaux/matériel, bordereau de suivi d'avancement de fabrication ou préfabrication d'usine, coordonnées d'un fournisseur, coordonnées d'un sous-traitant, etc...

La non fourniture des documents demandés, sans justification fondée, entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

L'entreprise devra veiller à respecter les dates de remises d'éléments (DOAR, plans, échantillons, etc...) conformément au planning de préparation de chantier et de remise de documents.

Le non-respect des dates indiquées entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

Les retards intermédiaires ayant perturbés le bon déroulement des études, même sans dépassement de la période de préparation, seront également pénalisables afin de réparer les préjudices subis par les intervenants qui auraient dû fournir des efforts exceptionnels pour rattraper les retards causés par d'autres intervenants.

3.8 DIFFUSION DES DOCUMENTS ET MISE A DISPOSITION

Les documents doivent être diffusés tel que défini par l'organigramme de diffusion. Tous documents diffusés ne respectant pas le format demandé sera considéré comme non transmis.

L'organigramme sera ajusté lors des 1^{ères} réunions de préparation en fonction des besoins qui pourront être formulés par les différents intervenants.

Les documents EXE seront déposés par les référents dans la salle de réunion en version papier en 2 exemplaires. Ces plans seront amenés à être consultés lors des réunions de chantier, de fait chaque référent s'assurera que les plans EXE conservés sont les derniers indices visés par la MOE et le contrôleur technique.

Les plans d'un indice antérieur seront systématiquement détruits.

L'absence de ces plans entrainera l'application des pénalités prévues à cet effet.

ORGANIGRAMME DES TRANSMISSIONS								
Entité devant la diffusion		Maîtrise d'ouvrage représentée par	Architecte Maître d'Œuvre	Bureau de Contrôle	Directeur de synthèse	OPC	CSPS	Autres lots/entreprises
Entreprises	DOAR, fiches techniques, besoin d'installation de chantier	X (plateforme informatique)	X (informatique)	X (plateforme informatique)		X (Bordereau d'envoi en informatique)	X (plateforme informatique)	X (plateforme informatique)
Entreprises	Plan de pré-étude avant synthèse				X			X
Entreprises	Plan d'étude pour la synthèse	X	X (informatique)		X (informatique+papier)	X (Bordereau d'envoi en informatique)		X
Entreprises	Plan d'EXE	X (plateforme informatique)	X (informatique)			X (Bordereau d'envoi en informatique)		
MOE et BC	Visa sur plan EXE	X (plateforme informatique)				X (Bordereau d'envoi en informatique)		X (plateforme informatique)
Entreprises	Plans BPE	X (plateforme informatique)	X (informatique)	X (papier)		X (Bordereau d'envoi en informatique)		X
Entreprises	Plans PAC	X	X (informatique)	X (papier)	X (informatique)	X (Bordereau d'envoi en informatique)		X
Entreprises	Situations de travaux	X	X (informatique)			X (informatique)		
Entreprises	Echantillons et nuanciers	X (fiche navette uniquement)	X (papier & dans salle de réunion)			X (Bordereau d'envoi en informatique)		
OPC	Calendrier travaux	X (informatique)	X (informatique)	X (informatique)	X (informatique)	X (informatique)	X (informatique)	X (informatique)
Entreprises	PPSPS	X	X (informatique)			X (informatique)	X	
Entreprises	Périodes de congés entreprises	X	X			X	X	
Entreprises	Intempérie	X	X			X	X	
Entreprises	Fiches navettes transmissions = BE	X	X	X	X	X		X

3.9 PLAN D'INSTALLATIONS DE CHANTIER GENERAL (PIC)

Il a été établi par l'OPC en phase DCE un PIC prévisionnel, pour permettre aux différents candidats d'apprécier l'organisation générale prévue pour le chantier.

Ces éléments doivent permettre à chaque entreprise de confirmer ou modifier, au sein de leur mémoire technique, les modes opératoires prévus en rapport avec l'organisation générale envisagée.

Les informations et éléments représentés sur le PIC sont :

- Soit des contraintes et opportunités connues de l'OPC au moment de l'appel d'offres :
 - Les limites de terrain propre au projet
 - Les zones sur le terrain éventuellement non accessibles ou limités en charge d'utilisation
 - Les accès connus de chantier
 - Les bâtiments et constructions voisines
 - Etc...
- Soit des propositions d'organisation en fonction des connaissances générales de l'OPC
 - Localisation des grues et engins de levage
 - Localisation des zones de travail des engins de manutention
 - Zone de stockage
 - Zone pour les bennes
 - Etc...

Durant les premiers temps de la période de préparation, le lot façade devra, en collaboration avec tous les acteurs, préparer le plan d'installation de chantier général.

Chaque entrepreneur devra fournir ses besoins en termes de stockage, espace de levage, bungalows, container, etc... à l'entrepreneur du lot gros œuvre afin de lui permettre d'établir le plan d'installation de chantier général à valider par le SPS et l'OPC.

Le remise de ces besoins est évidemment cadencé par le planning de préparation établi par l'OPC.

La non fourniture des éléments demandés entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

L'entrepreneur **du lot façade** s'engage à obtenir préalablement à l'exécution des travaux les accords du maître d'œuvre ou/et du maître d'ouvrage, pour :

- L'accès du chantier ;
- L'édification de constructions provisoires ;
- L'aménagement des dépôts pour les engins, l'outillage et les matériaux des entreprises.

L'entrepreneur **du lot façade** devra, avant tout démarrage de travaux et conformément au planning, fournir pour examen et accord du maître d'œuvre, de l'OPC et du Coordonnateur SPS le plan des installations de chantier.

Il aura préalablement collecté auprès des différents lots leur besoins en termes d'espaces de stockage, levage, etc...

Ce plan indiquera d'une façon précise :

- L'emplacement des clôtures, portails et portillons d'accès.
- Les positions et dimensions de tous les types de bungalows et containers ainsi que leurs accès.
- Les positions et dimensions de toutes les zones de stockage.
- Les positions et dimensions de la zone de livraison.
- Les positions et dimensions des éventuelles centrales à béton.
- Les positions et dimensions des réseaux provisoires de chantier (pour les bâtiments, base vie, aire de lavage, ...) ainsi que les prévisions de consommations correspondantes.
- L'emplacement des grues à tour avec l'encombrement de leurs éventuelles voies de roulement, leurs zones de giration possible et de survols interdits, leurs hauteurs pour les flèches et contre-flèches, leurs hauteurs totales, leurs hauteurs maximales sous crochet, leurs dates de montage et de démontage et la matérialisation des zones d'interférences des grues.
- Les positions et caractéristiques des grues mobiles et autres engins susceptibles d'être en interférence avec des engins des autres chantiers.
- Les emplacements réservés aux dépôts de terres.
- Les emplacements des panneaux de chantier.
- Les cheminements des piétons.
- La signalisation.
- Les aires de retournement VL/PL
- Les emplacements des réseaux avec coffrets électriques et points d'eau
- Les positions et dimension de l'aire de lavage des véhicules, etc...liste non limitative

Il précisera par ailleurs les mesures envisagées pour la protection des ouvrages :

- Protection des réseaux aux droits des accès de chantier
- Maintenance de l'écoulement des eaux de surface
- Protection des zones d'intérêt écologique etc...liste non limitative.

Ce plan sera évolutif et devra être mis à jour autant de fois que nécessaire tout au long de l'opération, par **le lot façade**.

Le non-respect entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

Le maître d'œuvre procédera en présence du Coordonnateur SPS et de l'OPC à la visite des installations de chantier pour vérifier leur conformité avec les plans et dispositions ayant reçus leurs accords.

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre et OPC souhaitent une parfaite tenue du chantier pendant toute la durée des travaux. En particulier, les installations de chantier (baraquements, clôtures, etc.) devant être entretenues régulièrement, les matériaux et matériels entreposés correctement, les gravats évacués systématiquement aux décharges, les lignes d'alimentation de chantier parfaitement entretenues.

Les installations de chantier sont dues par **le lot façade**.

Elles seront maintenues en état parfait de fonctionnement pendant toute la durée du chantier par **le lot façade**.

3.10 PLANNING GENERAL TRAVAUX (GANTT) & JALONS

Le planning prévisionnel général de chantier, joint au DCE, est le planning contractuel du projet. Il est de type GANTT et précise des dates de JALONS.

L'ensemble des travaux à réaliser sera donc exécuté en une ou plusieurs tranches, et par JALON.

Afin de bien cadrer l'intérêt de ce fonctionnement, une réunion « JALONS » sera planifiée avec l'ensemble des intervenants afin de confirmer ceux établis au sein du planning prévisionnel DCE et ainsi permettre à chacun de s'approprier les prérequis du jalon précédent ou suivant.

L'absence d'une des personnes convoquées entraînerait de fait son accord sur les décisions qui seront prises durant la réunion. L'entreprise ne pourra arguer ultérieurement de son désaccord compte tenu de son absence.

De fait, le non-respect de la convocation entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

Conformément au planning de préparation et d'études, chaque entreprise devra confirmer dans les premiers temps de la période de préparation, ses temps unitaires, temps de tâches ou planning d'intervention pour permettre à l'OPC de mettre à jour le planning général d'intervention.

Il est rappelé que ces éléments devront être compatibles avec le planning prévisionnel du DCE, les JALONS actés et les informations fournies au mémoire technique de l'entreprise au moment de son offre.

Le non-respect entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG travaux, le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'Ordonnancement Pilotage, Coordination (OPC) du chantier, en concertation avec les titulaires des différents lots, puis il est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard dix jours avant l'expiration de la période de préparation. Ce calendrier est ensuite notifié par ordre de service aux titulaires de chacun des lots.

Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les entreprises concernées, le calendrier prévisionnel du DCE s'applique.

4. PREPARATION DE JALONS

4.1 DEFINITIONS

Comme précisé dans les articles précédents, le planning général des travaux (GANTT), contient un certain nombre de JALONS, mesurables et planifiés.

Il est rappelé qu'un jalon est un point d'arrêt dans le processus permettant le suivi du projet. C'est l'occasion pour l'équipe de construction de faire un bilan intermédiaire, de valider une étape, puis de reprendre le déroulé des travaux. Un jalon est la fin d'une étape, la fin d'un travail et est une référence permettant de fixer les responsabilités de chacun des participants autour du déroulé d'un projet.

Il faut savoir que le retour en arrière n'est pas possible une fois le jalon franchi, l'équipe travaux passe à la suite sans revenir sur ce qui a été fait ou validé.

Pour la présente opération il a été retenu les jalons suivants :

- **JALON 1 → Cours OUEST fin des façades**
- **JALON 2 → Transition cours OUEST/EST**
- **JALON 3 → Cours EST fin des façades**
- **JALON 4 → fin des aménagements extérieurs**
- **JALON 5 → réception**

4.2 DEMARCHE COLLABORATIVE – PRESENCE OBLIGATOIRE

L'objectif de cette démarche est de pouvoir garantir les dates des jalons et ainsi éviter les retards de chantier et les conséquences notoires qui en découlent : perte de rentabilité du chantier, dégradation de la qualité des interventions, application de pénalités de retard, etc...

L'objectif est de créer une réelle participation sous forme d'équipe projet, à tous les niveaux.

La mise en place de cette démarche nécessite :

- D'être acteur, volontaire
- D'être pragmatique
- De faire preuve de bon sens
- De participer, collaborer
- D'anticiper
- De partager ses savoirs
- De communiquer
- Etc...

Il faut également : « Dire ce que je vais faire » et « Faire ce que j'ai dit ».

Lors de la convocation à cette session spécifique, l'OPC pourra convoquer plusieurs personnes de fonctions différentes pour une même entreprise. Dans la grande majorité des cas, seront convoqués le référent de la période de préparation et un représentant opérationnel du projet (chef de chantier/chef d'équipe/contremaitre etc...).

Suivant la nature et la spécificité du projet pourront être convoqués à cette session des intervenants externes de l'entreprise ou des ateliers de production (préfabriquant, fournisseurs, chef de production, responsable d'exploitation, sous-traitants, etc...).

La participation à cette démarche est obligatoire pour les intervenants en fonction des convocations établies.

L'absence d'une des personnes convoquées impliquera l'impossibilité de mener à bien la session et entraînerait de fait l'application des pénalités prévues à cet effet.

La durée moyenne à consacrer pour la phase « préparation de jalons » est d'une demi-journée.

Ce travail est obligatoirement mené avec le référent chantier et les opérationnels, proches du terrain et sur chantier de façon quotidienne.

Au plus tard 2 semaines avant le début de chaque jalon du planning général GANTT, l'OPC animera les réunions de préparation de jalon en lieu et place de la réunion de chantier, dans la mesure du possible, afin d'optimiser le temps de chacun.

Seules les entreprises intervenant durant un jalon seront conviées.

4.3 OPTIMISATION DU PIC

Lors de chaque session de préparation de JALON, le PIC général sera réorganisé afin d'optimiser et faciliter le travail de chaque intervenant du jalon à venir.

Chaque entrepreneur participera de manière collaborative et sera force de proposition.

Le PIC du jalon devra respecter les grands principes du PIC général, ne remettra pas en cause les contraintes connues et ne nécessitera ni l'approbation du SPS, ni du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, sauf circonstances exceptionnelles.

L'OPC prendra note du PIC du jalon approuvé par l'ensemble des intervenants présents lors de cette session et il mettra à disposition dans la base vie les outils nécessaires au suivi du PIC du jalon.

5. EXECUTION DES TRAVAUX

5.1 DUREE

La période d'exécution des travaux débute conformément au planning de travaux et est précédée **d'un ordre de service** transmis par le maître d'œuvre (ou le maître d'ouvrage le cas échéant). Elle se termine à la réception des travaux prononcée **par le maître d'ouvrage**.

Il est établi pour la présente opération, **compris** période de préparation, une durée limitée de travaux **de 10 mois dont 2 mois de préparation et 1 mois de réception**.

Le non-respect du planning de travaux entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

Il est rappelé que des JALONS fixent les délais intermédiaires à atteindre.

Le non-respect des dates de JALONS intermédiaires entraînerait également l'application des pénalités prévues à cet effet.

5.2 DEROULEMENT

De par la démarche collaborative mise en place, les réunions de mise au point entre les entreprises et le pilote OPC se feront en plusieurs étapes, avec des interlocuteurs différents en fonction de la thématique de la mise au point (nettoyage, stockage, livraison, retard, etc...).

Les réunions sont à minima hebdomadaires et les représentants des entreprises convoquées se réunissent avec l'équipe encadrante de chantier pour faire un point d'avancement sur le déroulement des travaux.

Il est rappelé que le référent doit être en mesure d'engager la société qu'il représente pendant la durée de préparation, des études mais également durant la phase travaux.

Le planning de travaux sera tenu régulièrement à jour de façon, d'une part à intégrer la mise en service des constructions dans le planning général de l'opération, et d'autre part à coordonner l'intervention de différentes entreprises et corps d'état pour permettre la livraison des bâtiments à la date prévue.

Chaque entreprise devra mettre en place tous les moyens en matériaux, matériels et main d'œuvre nécessaires pour se conformer au planning de l'opération.

Aucune entreprise ne pourra arguer de son manque de moyen pour suivre le planning imposé de l'opération après signature du marché.

Chaque entreprise répond au marché de travaux et s'engage en connaissance de cause sur le planning de l'opération à respecter et mettra donc tout en œuvre pour le respecter, même si cela doit passer par de la sous-traitance pour augmenter sa capacité de production.

Dans tous les cas, chaque entreprise devra également mettre tous les moyens nécessaires pour l'encadrement sur chantier ou le travail en bureau d'études afin de respecter le planning de l'opération.

Chaque entrepreneur devra prévenir maître d'œuvre et OPC de tous problèmes pouvant impacter le planning au plus vite de façon à pouvoir s'organiser et adapter le planning de l'opération pour limiter l'impact sur les autres corps d'état. L'entrepreneur devra proposer dans un même temps des solutions pour palier au problème et convenir avec maître d'œuvre et OPC des solutions à retenir.

Il est rappelé que le chantier est non-fumeur.

Le non-respect entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

5.3 CONVOCATIONS ET PRESENCES AUX REUNIONS

Sur les convocations aux réunions, l'OPC définit l'ordre du jour pour la prochaine réunion sur des points/thèmes précis. Les entrepreneurs doivent donc préparer leurs éléments de réponses avant la réunion.

L'entrepreneur qui viendrait en réunion, sans avoir préparée celle-ci, se verrait appliquer les pénalités prévues à cet effet.

Les convocations seront transmises en moyenne dans les 48h suivant la réunion précédente.

La participation aux réunions de chantier est obligatoire pour tous les intervenants en fonction des convocations établies.

Le non-respect des convocations entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

Les entreprises non convoquées en réunion de préparation ne seront pas admises en réunion, ceci dans le but d'optimiser les temps d'échanges sur les sujets prévus à l'ordre du jour établi.

En fonction des convocations aux réunions, les référents d'entreprises désignés seront soit PRESENTS (P), soit ABSENTS (A). Il n'y a pas d'absence excusée sauf cas de force majeure mais avec un justificatif à l'issue.

Au cours de chaque réunion, l'OPC et les entreprises chercheront de manière collaborative à optimiser les interventions travaux en fonction des aléas et des opportunités constatées afin de garantir le respect de la date de jalon.

Au cours de chaque réunion, l'OPC et les entreprises mettront à jour de manière collaborative le PIC afin d'optimiser les interventions en cours et à venir pour garantir les conditions de travail adaptées pour chacun.

Les réunions de chantier ne sont pas des réunions de travail. Elles n'ont pas pour objet de créer des groupes de travail autour d'un sujet qui peut se gérer en direct entre les intéressés en dehors du cadre de la réunion. Les points techniques se régleront en réunions techniques.

Les entreprises ou/et le maître d'œuvre peuvent créer ces groupes de travail sur demande en s'organisant entre elles. Ces réunions de travail ou réunions techniques se dérouleront en dehors de la réunion de préparation animée par l'OPC, une fois celle-ci terminée.

5.4 DEMANDES DE PRECISIONS

Les différents intervenants pourront demander tous éléments précis complémentaires qui seraient nécessaires pour s'assurer du respect des engagements prévus pour l'opération en termes de coût, de qualité ou de délais.

En l'occurrence, l'OPC pourra demander tout élément afférent à l'organisation du chantier ou au respect du planning tels que : fiche technique d'un matériel, copie de bordereau de commande de matériaux/matériel, bordereau de suivi d'avancement de fabrication ou préfabrication d'usine, coordonnées d'un fournisseur, coordonnées d'un sous-traitant, etc...

La non fourniture des documents demandés, sans justification fondée, entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

L'entreprise devra veiller à respecter les dates de remises des éléments complémentaires qui lui seraient demandés. Le non-respect des dates indiquées entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

5.5 POINT OPERATIONNELS – AVANT REUNION

Avant le début de la réunion de chantier, l'OPC fait un point chantier avec un représentant opérationnel par entreprise (chef de chantier/chef d'équipe/contremaitre/capitaine désigné).

Au cours de ce point, l'OPC et les chefs de chantiers mettent à jour le planning « chemin de fer » pour gérer les avances, anticiper les retards, limiter les superpositions de tâches, etc...

La durée du point opérationnel pourra être modifiée selon les circonstances et la période d'exécution des travaux. Dans tous les cas, celle-ci se déroulera avant la réunion de chantier.

Ce point a pour objet de recenser dans les grandes lignes les problèmes rencontrés sur chantier ou des besoins particuliers qui pourront être abordés par l'OPC en réunion de chantier.

La présence du représentant opérationnel est obligatoire pour chaque entreprise qui a des travaux en cours de réalisation.

Le non-respect des convocations entraînerait l'application des pénalités prévues à cet effet.

En cas de sous-traitance, la présence d'un représentant opérationnel de chaque sous-traitant, y compris les sous-traitants de second rang et des rangs suivants est obligatoire.

L'absence d'un des représentants au point opérationnel impliquera l'impossibilité de mener à bien la session et entraînerait de fait l'application des pénalités prévues à cet effet.

La durée habituelle du point avec les opérationnels sera d'environ 15 minutes. Elle pourra varier selon les circonstances et la période d'exécution des travaux.

5.6 5S ou O.R.D.R.E – AVANT REUNION

Plus communément nommé le « tour de chantier », le point 5S ou ORDRE (**O**rdonner, **R**anger, **D**époussiérer, **R**endre évident, **Ê**tre rigoureux) permet à l'OPC de vérifier visuellement que les zones définies sur le PIC sont respectées et que ce qui est réalisé sur site correspond à ce qui est validé en réunion de chantier.

Ce point est fait sur site avec les opérationnels de chaque lot (chefs chantier, chefs équipe) avant la réunion de chantier.

Pour gagner du temps, chaque chef aura préalablement préparé cette mise point et aura fait le tour du chantier avant pour vérifier que tout est conforme.

L'OPC pourra identifier, avec les représentants des entreprises ou à défaut seul, les zones non conformes au PIC et/ou non conforme aux prescriptions du « chantier ordonné ». L'identification de ces non-conformités se fera par tous moyens nécessaires à disposition de l'OPC (plan, photo, bombage, etc...).

L'entreprise responsable de la non-conformité devra s'identifier ou à défaut sera identifiée par l'OPC, sans contestation possible. L'entreprise devra remettre sa zone en ordre immédiatement.

A l'issue de la réunion de chantier, la vérification de mise en conformité sera vérifiée.

Le non-respect entraînerait de fait l'application des pénalités prévues à cet effet.

La durée habituelle du point avec les opérationnels sera d'environ 15 minutes. Elle pourra varier selon les circonstances et la période d'exécution des travaux.

5.7 POINT PIC – DURANT REUNION

La réunion de chantier débute par un point PIC qui a pour objet de contrôler le respect du PIC de la semaine échue et de préparer le PIC de la semaine à venir en fonction des retours pratiques terrains et de tous nouveaux éléments à intégrer (livraison, arrivée de moyen de levage, de manutention, d'engin divers, moyen d'accès etc...)

La présence d'un représentant opérationnel et du référent de l'entreprise est nécessaire et requise pour le point PIC.

L'OPC mettra à disposition du chantier, dans la base vie, le PIC tel que défini lors de la réunion de préparation du JALON.

Celui-ci sera plastifié et il sera possible d'y annoter tout élément important pour permettre aux compagnons de connaître leur zone de travail de stockage et de manœuvre.

Le PIC sera modifié et adapté autant de fois que nécessaire, soit au cours des réunions de chantier avec l'OPC, soit directement par les chefs de chantier/chef d'équipe entre eux au cours de points chantier.

Les points chantier auront lieu à minima tous les matins de chaque journée dans la base vie par les chefs d'équipes de chaque lot entre eux.

Un responsable PIC sera défini avec les différents acteurs. Il veillera que les points chantiers aient lieu avec tous les représentants des entreprises en cours d'intervention sur le chantier.

A la fin de chaque point chantier, celui-ci est pris en photo par l'OPC ou par un des chefs d'équipe afin de suivre l'évolution du PIC et permettre des corrections selon les retours terrains des compagnons.

Des points PIC peuvent être sollicités à tous moments par l'OPC avec les opérationnels lors de ses visites inopinées.

La durée habituelle du point PIC sera d'environ 10 minutes. Elle pourra varier selon les circonstances et la période d'exécution des travaux.

5.8 POINT NETTOYAGE – DURANT REUNION

Le PIC localise périodiquement les zones de travail et de stockage de chaque entreprise.

Ces zones déterminent l'attribution de la responsabilité à une entreprise de nettoyer, d'ordonner et d'entretenir ladite zone.

En cas d'intervention de plusieurs entreprises sur une même zone, il est convenu entre les chefs de chantier lors des points PIC de la répartition équitable du nettoyage et du rangement de la zone.

En cas de zone non occupée par le travail et libre de stockage, il est convenu entre les chefs de chantier lors des points PIC de la répartition équitable du nettoyage et du rangement de la zone.

Il est rappelé que le nettoyage doit être quotidien, à l'avancement de ses travaux.

Le non-respect des nettoyages à effectuer quotidiennement entraînerait de fait l'application des pénalités prévues à cet effet.

La durée habituelle du point nettoyage sera d'environ 5 minutes. Elle pourra varier selon les circonstances et la période d'exécution des travaux.

5.9 POINT PLANNING – DURANT REUNION

Au cours de chaque réunion de chantier après le point PIC, les entreprises et l'OPC réajustent le planning du jalon en cours en actualisant le planning chemin de fer en fonction des aléas rencontrés, des risques et des opportunités nouvellement identifiés.

La présence d'un représentant opérationnel et du référent de l'entreprise est nécessaire et requise pour le point planning.

La durée habituelle du point planning sera d'environ 15 minutes. Elle pourra varier selon les circonstances et la période d'exécution des travaux.

5.10 POINT GENERAL – DURANT REUNION

Conformément à l'ordre du jour établi avec la convocation, la réunion de chantier se termine sur les points dits généraux qui peuvent affecter la bonne organisation du chantier et le respect du planning.

Le maître d'œuvre débutera ensuite ses réunions techniques.

6. PREVENANCE SUR PROBLEMES RECURRENTS

6.1 PROPRETE DU CHANTIER

Chaque entrepreneur devra prévoir le nettoyage quotidien de ses zones de chantier, de travail et de ses abords autant que de besoin pendant toute la durée de son intervention.

Cette fréquence sera augmentée lors de travaux salissants.

Dans le cas où un entrepreneur ne respecterait pas les consignes précédentes, sans mise en demeure préalable, le maître d'œuvre pourra sous 48 heures faire réaliser aux frais de l'entrepreneur défaillant ce nettoyage.

S'il n'est pas possible d'identifier l'entreprise responsable du non-respect de la propreté du chantier, le nettoyage s'effectuera au frais de l'entreprise responsable de la zone concernée. Les responsabilités des zones étant décrites dans les articles précédents.

Le non-respect des nettoyages à effectuer quotidiennement entraînerait de fait l'application des pénalités prévues à cet effet.

6.2 TRAIT DE NIVEAU

Sans objet

7. TABLEAU DES PENALITES

Se référer au CCAP